

(4)

( N° 69. )

---

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1911.

---

## MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

---

Proposition modifiant les dispositions de l'article 12 relatives aux jours et aux heures des séances.

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (1), PAR M. STANDAERT.

---

MESSIEURS,

La Commission avait à examiner la proposition suivante, due à l'initiative de l'honorable M. Jourez :

#### *Modifications à l'article 12 du règlement de la Chambre.*

« Supprimer le troisième et dernier alinéa de cet article et le remplacer par la disposition suivante :

» La Chambre siège le mardi après-midi pour les interpellations, de 2 à 5 heures, le mercredi matin de 10 heures à midi, et après-midi de 2 heures à 6 heures, le jeudi matin de 10 heures à midi et après-midi de 2 heures à 5 heures. »

Cette proposition a pour but de condenser les débats de la Chambre et d'amener un meilleur rendement du travail parlementaire.

Les énormes volumes qui rendent compte, en quelque dix mille pages, des

---

(1) La Commission était composée de M. de Sadeleer, président, Francotte, Hymans, Standaert et Wauters.

discussions de la Chambre pendant ces quatre dernières années, ne sont certes pas en rapport avec le résultat législatif obtenu. D'autre part, de nombreux et importants projets de lois, touchant aux intérêts les plus graves, ne peuvent arriver en ordre utile ; on réclame, on proteste, mais en vain.

Le vice d'organisation de notre activité parlementaire est avéré ; il y a lieu de parer au mal et il le faut, non en travaillant plus, mais avant tout, en travaillant mieux.

D'aucuns estiment le mal sans remède, parce qu'il réside, bien moins dans les dispositions réglementaires qui régissent nos travaux, que dans l'abondance abusive des discours : à quoi bon, dit-on, reviser le règlement si les députés ne veulent pas se réformer eux-mêmes.

Quoi qu'il faille penser de l'objection, elle perd, en grande partie, sa valeur si telles modifications au règlement pouvaient, en donnant une plus grande cohérence aux débats, abréger forcément les discussions parlementaires.

Ce qui frappe bien souvent, c'est le nombre des orateurs inscrits qui ne répondent pas à l'appel de leur nom ou se font rayer, mais pour repartir le lendemain, la semaine suivante, quinze jours après. Plus la discussion se prolonge, plus s'accroît le nombre des orateurs.

Les séances ne durent que deux heures et demie en moyenne ; elles sont trop courtes pour épouser un débat ; chaque jour amène son nouveau contingent d'orateurs, et cela des semaines durant, jusqu'au moment où la Chambre énervée et se trouvant en nombre, sacrifie en bloc les derniers inscrits en votant : la clôture.

On l'a dit avec raison : « les courtes séances, voilà le mal » (1).

La proposition soumise à la Chambre aurait pour effet :

A) *Augmentation du travail parlementaire*, les séances étant plus nombreuses et leur durée plus longue. En effet, au lieu de quatre séances, il y en aurait cinq et la Chambre, au lieu de 10 à 11 heures, siégerait 14 heures par semaine.

B) *Intensité plus grande du travail* résultant de la tenue de deux séances se suivant en une seule journée, pendant deux jours consécutivement.

Après en avoir longuement délibéré, la Commission est d'avis que la mesure proposée aura pour résultat de hâter la marche des débats, d'écartier beaucoup de redites ainsi que bon nombre de discours-conférences, et, grâce au système des séances où les orateurs devront parler d'affilée, de faire aboutir plus promptement la clôture des discussions générales.

Dans la pensée des auteurs de la proposition comme dans la pensée de la Commission, il doit être entendu que pendant les séances du mercredi et du jeudi matin il pourra être procédé à l'appel nominal, sauf à la Chambre de décider, comme elle le fait actuellement, les heures auxquelles il y sera procédé.

(1) Paul HYMANS. *Les défauts du mécanisme parlementaire*, 1908, p. 20.

Quant aux réunions des sections, rien n'est innové, mais il y aurait lieu de choisir exceptionnellement le mardi pour les objets ayant une importance spéciale.

La commission a examiné si les modifications proposées sont de nature à contrarier ou à faciliter l'exercice du mandat parlementaire. Certes, les considérations d'ordre privé sont secondaires quand il s'agit de la chose publique, mais il n'en est pas moins vrai qu'il est d'intérêt général d'organiser le travail parlementaire en tenant compte des convenances du plus grand nombre. Aujourd'hui surtout, l'opinion publique semble exiger plus impérieusement une grande assiduité aux séances de la Chambre; il y a une tendance à dénoncer la moindre absence comme un manquement grave, une sorte de félonie, vis-à-vis du parti politique dont on est l'élu. Ces récriminations sont exagérées, souvent injustes, quand on considère que bon nombre de députés se trouvent astreints à 4, 6, jusque 7 heures de chemin de fer pour 2 1/2 heures de séance.

Certes, il est aisé de dire que nul n'est obligé d'accepter un mandat législatif, mais la question est de savoir si la nation est intéressée au bon recrutement de la Chambre et si, dès lors, il ne faut pas s'efforcer de rendre celle-ci accessible à ceux qui, dans les diverses provinces du pays, sont le plus activement mêlés aux fonctions administratives, aux carrières libérales, au mouvement des affaires agricoles, industrielles, commerciales. Dans la pensée de la commission, toutes ces considérations plaident en faveur du régime nouveau proposé, car ce régime donnerait non seulement un meilleur rendement du travail parlementaire, il permettrait aux députés, tout en évitant la perte d'un temps précieux, de satisfaire ponctuellement et complètement à leurs devoirs parlementaires.

Le nouveau régime devant aboutir à un plus grand nombre d'heures de séances et à un travail législatif plus intensif, il y aurait lieu de renforcer le personnel du compte rendu analytique, du « Beknopt Verslag », de la sténographie et de la dactyloscopie. D'après les données fournies à la commission, il faudrait prévoir, de ce chef, une dépense de 50 à 60,000 francs.

Toutefois, régulièrement une année sur deux, les séances du matin et la prolongation des séances de l'après-midi, entraînent déjà une dépense extraordinaire qui dépasse 25,000 francs; cette dépense viendrait à disparaître le jour où les services seraient renforcés. L'accroissement annuel de dépense se réduirait donc en réalité à 35,000 francs environ, ce qui n'est pas de nature à troubler l'équilibre d'un budget qui oscille entre 4,212,000 francs, chiffre de 1910, et 4,163,000 francs, chiffre pour 1911.

C'est par 4 voix contre 1 que la Commission propose à la Chambre d'adopter le projet tel qu'il est libellé.

Un membre a libellé ses observations dans la note qui est annexée au rapport.

Le Gouvernement, par l'organe d'un de ses membres, a exposé à la Commission que le système proposé serait de nature à gêner grandement les

ministres, très occupés le matin par la besogne courante, dont l'expédition ne souffre pas de retard ; la préparation des projets de loi aurait à souffrir également.

Il a été répondu que sous le régime proposé, les Ministres auraient un jour de plus, le vendredi, entièrement disponible ; quant au mercredi et au jeudi matin, il serait facile de s'entendre pour ne pas voter avant onze heures, de façon à laisser à la plupart des ministres la jouissance presque intégrale de la matinée.

\* \* \*

La commission avait à s'occuper en outre de la proposition de l'honorable M. Monville conçue comme suit :

*Proposition tendant à modifier la procédure parlementaire en ce qui concerne les projets de loi d'intérêt spécial.*

« Il est institué une commission de vingt membres, désignés chaque année par le Bureau, à laquelle sont envoyés les rapports des sections centrales et commissions qui ont examiné les projets de loi d'intérêt spécial.

» Sont renvoyés à cette commission les projets de loi concernant :

» Modification des articles 2271 et 2272 du Code civil n° 107 (session de 1906-1907).

» Modification de la loi du 16 décembre 1851 sur les priviléges et hypothèques, et de celles du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, n° 193 (session de 1908-1909).

» Réorganisation de la police rurale, n° 212 (session de 1907-1908).

» Établissement d'une taxe au profit de l'État, sur les enseignes, pancartes et tableaux destinés à la publicité industrielle ou commerciale, n° 239 (session de 1908-1909).

» Cette commission nomme son président et son secrétaire, fixe l'ordre du jour des séances, qui est publié aux *Annales parlementaires* et au *Compte rendu analytique*. Elle examine les rapports qui lui sont renvoyés, entend le Gouvernement et l'invite, s'il y a lieu, à prendre part à ses délibérations ou à y déléguer un fonctionnaire spécialement compétent en la matière, formule les amendements aux projets de loi. Tous les membres de la Chambre sont admis à prendre part à ses délibérations et à présenter des amendements. La Commission délibère, quel que soit le nombre de ses membres présents.

» Les débats de la Commission sont recueillis par les services des *Annales parlementaires* et du *Compte rendu analytique*.

» Les projets adoptés par la Commission sont portés à l'ordre du jour de la séance de la Chambre le mercredi de la semaine qui suit la distribution du compte rendu. Il est procédé le jour même au vote sur les projets s'ils ne donnent pas lieu à discussion, mais seulement à de brèves observations.

» Les projets de loi renvoyés à la Commission qui donneraient lieu à discussion en séance publique sont renvoyés à la suite de l'ordre du jour.

» Les membres de la Chambre qui désirent prendre part à la discussion en séance publique de la Chambre sont priés d'en aviser la Commission.

» Les membres de la Presse sont invités à assister aux séances de la Commission.

» Indépendamment des projets indiqués, la Commission examine tous les projets d'intérêt spécial qui lui sont renvoyés par la Chambre. »

Cette proposition est le complément de la proposition Jourez; elle tend à réaliser le desideratum si souvent exprimé au sein de la Chambre : une meilleure préparation des projets de loi.

La Commission convaincue de l'importance de la proposition nouvelle au point de vue de la bonne marche du travail parlementaire, a décidé d'en poursuivre l'étude, mais sans retarder le dépôt du rapport sur la proposition modifiant l'ordre des jours et heures de séance de la Chambre.

*Le Rapporteur,*

EUG. STANDAERT.

*Le Président,*

DE SADELEER.



### NOTE DE LA MINORITÉ DE LA COMMISSION.

---

La proposition a pour objet principal de réduire le nombre des jours de séance de la Chambre. Elle ne siégerait plus que le mardi après-midi pour les interpellations, le mercredi et le jeudi, le matin et l'après-midi, pour l'examen des multiples objets à l'ordre du jour.

Jusqu'il n'y a pas bien longtemps, la Chambre siégeait six jours par semaine, du lundi au samedi, et l'appel nominal se faisait au début de chaque séance pour constater si la Chambre était en nombre. Successivement on a supprimé les séances du lundi et du samedi et substitué une liste de présence à l'appel nominal.

On demande de remplacer la séance du vendredi après-midi par des séances du matin. L'expérience a démontré que les séances du matin sont peu suivies. Elles peuvent avoir leur utilité sans doute, pour la discussion de projets de loi spéciaux ou encore pour la discussion de certains budgets, lorsque l'ordre du jour est surchargé et que la Chambre, pressée par l'époque de la clôture de la session, se trouve dans l'obligation de s'ajourner. En Belgique, comme dans la plupart des Parlements étrangers, on n'a eu recours aux séances du matin que dans ces circonstances exceptionnelles.

Mais la proposition va bien au delà : elle assimile ces séances à celles de l'après-midi et la discussion des articles des projets de loi, le vote des amendements, le vote sur l'ensemble des projets, devront nécessairement pouvoir se faire le matin comme l'après-midi.

Si on ne donne pas aux séances du matin le caractère et l'importance des séances de l'après-midi, il est hasardeux de prétendre qu'elles pourront donner le même résultat que celles qu'elles sont appelées à remplacer.

\* \* \*

Il sera bien difficile aux députés comme aux membres du Gouvernement, lorsque le régime nouveau fonctionnera, d'apporter à l'examen des amendements importants l'étude attentive qu'ils comportent.

Il est de règle que la Chambre ordonne l'impression des amendements de l'espèce, pour permettre à un chacun d'apprécier la portée du texte exact. L'impression, la traduction et la distribution des amendements exigent un certain temps, et il est souvent utile de pouvoir examiner à tête reposée les développements eux-mêmes qui en ont été donnés par leurs auteurs, qu'ils émanent de l'initiative parlementaire ou du Gouvernement.

La précipitation dans la confection des lois est un mal qui peut être cause d'un mal plus grand encore, celui de l'instabilité des lois elles-mêmes. Et ce

serait peut-être le moment de rappeler que le temps ne respecte pas ce qui se fait sans lui.

\* \* \*

A côté de critiques méritées au sujet de notre méthode de travail : longueur des discours, interminables redites, motions d'ordre intempestives, faits personnels, rappels au règlement, incidents de toute espèce venant allonger les discussions, les troubant toujours et les altérant parfois profondément — critiques qui apparaissent fondées — il faut cependant être juste et apprécier avec impartialité le résultat de notre activité législative.

L'honorable auteur du rapport, en portant son jugement sur l'œuvre de ces dernières années, est allé trop loin. Il s'est borné à signaler la longueur des discussions et le volume des *Annales parlementaires*.

Il a perdu de vue que dans ces derniers temps le Parlement belge a eu à résoudre des problèmes d'une exceptionnelle gravité à divers points de vue, et d'une importance capitale pour l'avenir du pays. Nous nous bornerons à signaler le projet de loi relatif au système défensif d'Anvers et à l'amélioration de ses installations maritimes : la Chambre y a consacré trente-deux séances ; les projets de loi relatifs au transfert du Congo à la Belgique : le premier traité, l'acte additionnel à ce traité, la charte coloniale, qui ont occupé trente-cinq séances. Enfin la récente loi sur la milice et la discussion du rapport de la Commission de l'enquête militaire ont pris dix-huit séances,

Personne ne méconnaîtra que le rôle de la Chambre a été prépondérant dans l'examen de ces projets. Les solutions qui sont sorties de ses délibérations n'ont point été celles qui étaient formulées dans les projets primitifs et elles n'ont été votées qu'à la suite de débats approfondis, tant lors des travaux préparatoires en commission qu'en séance publique.

Nous rappellerons encore les projets de loi sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales, sur les mines, sur la limitation de la durée du travail dans les mines, sur les conseils de prud'hommes, sur l'enseignement du flamand dans les écoles moyennes, sur la recherche de la paternité et la maternité, sur la navigation et l'hypothèque maritimes, qui ont nécessité un examen préparatoire important et de sérieuses délibérations.

Il serait injuste aussi de ne pas tenir compte des travaux des commissions et des sections centrales fort peu connus en dehors de cette enceinte, puisque la publicité n'existe pas pour eux, mais qui ont exigé pour des projets de loi importants un labeur considérable de la part de leurs membres.

\* \* \*

Nous parlions, il y a un instant, des séances des Parlements étrangers. Voici les renseignements officiels qui ont été donnés au Bureau de la Chambre par les soins du greffe, quant aux jours et heures des séances dans la plupart de ces Parlements. On remarquera que le système que l'on préconise n'y est en vigueur nulle part.

*Tableau indiquant les jours, les heures et la durée des séances dans les principaux Parlements de l'Europe.*

PAYS.	CORPS LÉGISLATIFS.	Jours, heures et durée des séances			Observations.
		Jours.	Heures.	Durée.	
Allemagne.	Reichstag.	lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.	de 1 h. après-midi à 7 h. du soir.	6 h.	Exceptionnellement le Reichstag tient des séances commençant à 10 ou 11 heures du matin, ainsi que des séances du soir.
Angleterre.	Chambre des Communes.	lundi, mardi, mercredi et jeudi. le vendredi.	de 2 h. 45 à 11 h. soir. de midi à 5 h. 30.	8 h. 29	Une ou deux fois par session, la Chambre des Communes siège le matin à partir de 10 heures ou de midi. Elle prolonge souvent ses séances jusqu'à une heure avancée de la nuit.
Autriche.	Chambre des Représentants.	lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.	de 11 h. du matin à 6 ou 7 h. du soir.	7 à 8 h.	Parfois les séances sont levées avant six heures et parfois aussi elles se prolongent jusque dans la nuit.
Espagne.	Congrès des Députés.	lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.	de 3 1/2 h. après-midi à 7 1/2 h. soir.	4 h.	Le règlement dispose que pour la discussion des budgets la durée des séances sera de 6 heures. Elles commencent alors à 2 h. 1/2 pour finir à 8 h. 1/2.
France.	Chambre des Députés.	lundi, mardi, jeudi et vendredi.	de 2 h. après-midi à 7 h. soir.	5 h.	I. Au terme des sessions, la Chambre des députés siège le mercredi et le samedi, jours réservés en principe aux travaux des commissions. II. Lorsque l'urgence de certaines délibérations le commande, la Chambre tient des séances supplémentaires le matin, de 9 heures à midi, et elle prolonge ses séances du soir jusqu'à 8 ou 9 heures. C'est pendant la session d'hiver et pour l'examen du budget que les séances du matin sont les plus nombreuses.
Italie.	Chambre des Députés.	lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.	de 2 h. apr.-m. à 7 h. soir.	5 h.	Des séances du matin se tiennent vers l'époque de l'ajournement de la Chambre. Leur durée est de 2 heures.
Pays-Bas.	2 <sup>de</sup> Chambre des États Généraux.	mardi, mercredi, jeudi, et vendredi.	de 11 h. du matin à 4 ou 5 h. du soir avec interruption d'une 1/2 h.	4 1/2 h. ou 5 1/2 h.	En ces dernières années, pour la discussion des budgets, la Chambre a siégé en novembre et en décembre à partir de 10 1/2 heures, parfois le soir de 8 à 11 heures ou minuit et aussi le lundi de 1 h. 1/2 à 5 h. 1/2.

\* \* \*

On estime aussi que le travail des sections, des commissions et des sections centrales deviendra presque illusoire avec le régime nouveau, à moins de fixer leurs réunions dans la matinée du mardi. Il ne paraît guère possible d'obliger les membres à être présents aux séances le mercredi et le jeudi de 10 heures à midi et de les réunir de nouveau à midi et demi ou à 1 heure pour le travail préparatoire, pour reprendre ensuite le travail en séance publique à 2 heures.

D'autre part, si on décide qu'il n'y aura pas d'appels nominaux à la séance du mardi après-midi et aux séances du matin du mercredi et du jeudi, fort peu de membres assisteront à ces séances. Le travail parlementaire se trouvera ainsi réduit en fait aux deux séances de l'après-midi.

On fait observer encore que la journée du mercredi est fort mal choisie. Depuis de longues années, ce jour est spécialement consacré aux affaires dans la capitale. De nombreuses députations demandent à être reçues dans la matinée du mercredi par les membres du Gouvernement et spécialement par les ministres des chemins de fer, de l'agriculture et des travaux publics et de l'industrie et du travail.

Le Gouvernement a d'ailleurs déclaré à la Commission par l'organe d'un de ses membres qu'il est hostile à la proposition qui nous est soumise.

On ajoute enfin que les journaux qui font connaître nos débats au public, se trouveront dans la quasi impossibilité d'en rendre un compte rendu suffisant, toute la matière des projets de loi et des budgets étant reportée sur deux jours.

\* \* \*

La proposition a un but louable. Ses auteurs déclarent vouloir obtenir une augmentation et une intensité plus grande du travail parlementaire. Ils ajoutent « les courtes séances, voilà le mal ! ». Si, aux yeux de très nombreux membres appartenant aux divers groupes de la Chambre, la solution préconisée serait pire que le mal auquel on prétend remédier et serait même de nature à l'aggraver, il n'en est pas moins vrai qu'il est du devoir de tous de rechercher les meilleures méthodes de travail en vue d'assurer une productivité plus considérable à l'œuvre législative. Des membres estiment que le but serait mieux atteint en prolongeant régulièrement la durée des séances actuelles, et, d'autre part, en siégeant le matin à des jours déterminés pour la discussion de projets de loi spéciaux qui n'ont pas un caractère politique, si l'expérience démontre que la prolongation des séances ne suffit pas à déblayer l'arriéré de l'ordre du jour.

Cette manière de voir rencontrant de nombreux adhérents au sein de la Chambre, nous la signalons à sa bienveillante attention.



(10)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 FEBRUARI 1911.

## Wijzigingen in het Reglement van de Kamer der Volksvertegenwoordigers

Voorstel verandering brengende in de bepalingen van artikel 12  
betreffende de dagen en uren gesteld voor de openbare vergaderingen

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STANDAERT.

MIJNE HEEREN,

De Commissie was belast met het onderzoek van het volgende voorstel,  
uitgaande van den achtbaren heer Jourez :

*Wijzigingen in artikel 12 van het reglement der Kamers*

« Het derde en laatste lid van dit artikel weg te laten en het te vervangen  
» door de volgende bepaling :

» De Kamer vergadert den Dinsdag, van 2 tot 5 uur 's namiddags, voor  
» de vragen om uitlegging ; den Woensdag, van 10 tot 12 uur 's voormid-  
» dags en van 2 tot 6 uur 's namiddags ; den Donderdag, van 10 tot 12 uur  
» 's voormiddags en van 2 tot 5 uur 's namiddags. »

Dit voorstel heeft ten doel, meer bondigheid te brengen in de debatten  
der Kamer en het werk van het Parlement meer vruchtbaar te maken.

De lijvige boekdeelen, die, in een tienduizendtal bladzijden, het verslag  
behelzen van de beraadslagingen der Kamer gedurende de vier jongste  
jaren, zijn ongetwijfeld niet in verhouding tot de bekomen uitslagen op  
wetgevend gebied. Anderzijds, kunnen talrijke en belangrijke wetsont-  
werpen, betreffende de gewichtigste zaken, niet worden behandeld ; men  
komt daartegen op, men protesteert, doch te vergeefs.

De gebrekige regeling van de werkzaamheden onzer Kamer is een  
bewezen feit dat dient te worden verholpen, niet door langer te werken,  
maar vooral door doelmatiger te werken.

(1) De Commissie bestond uit de heeren de Sadeleer, voorzitter, Francotte, Hymans, Standaert en Wauters.

Sommigen zijn van meening dat het kwaad niet kan verholpen worden, omdat het veel minder voortspruit uit de reglementaire bepalingen, die onze werkzaamheden regelen, dan wel uit de al te talrijke en al te gerekte redevoeringen : waartoe baat het, zegt men, het reglement te wijzigen, wanneer de Kamerleden hun eigen handelwijze niet willen veranderen ?

Deze opmerking, zij moge al of niet gegrond zijn, verliest in elk geval grootendeels hare waarde, zoo men, door enkele in het reglement gebrachte wijzigingen, er in slagen kan meer samenhang te geven aan de debatten en bijgevolg ook de beraadslagingen van de Kamer te verkorten.

Opvallend is het zeer dikwijs, dat tal van ingeschrevenen niet optreden, wanneer het hun spreekbeurt is, of zich terugtrekken, doch om weer op te komen 's anderendaags, de volgende week of veertien dagen later. Het aantal sprekers neemt toe naar gelang dat het debat wordt verlengd.

De vergaderingen duren gemiddeld slechts twee en een halfuur. Deze duur is te kort om eene zaak volledig te behandelen en elken dag treden er nieuwe sprekers op. Zoo duurt het weken lang, totdat de ontzenuwde Kamer, indien het vereischt getal leden aanwezig is, de laatste ingeschrevenen allen te zamen oproft door te stemmen voor de sluiting.

Terecht werd het gezegd : «het kwaad ligt in de korte vergaderingen (1). »

Het aan de Kamer ontworpen voorstel zou tot gevolg hebben :

A. — *Eene toeneming van de werkzaamheden der Kamer*, vermits de vergaderingen talrijker zijn en langer duren. Inderdaad, niet vier maar vijf vergaderingen zou de Kamer houden en, in plaats van 10 tot 11 uren, zou ze elke week gedurende 15 uren zitten.

B. — *Een grootere krachtsinspanning*, uit hoofde van het houden van twee opeenvolgende vergaderingen denzelfden dag, en wel twee dagen achtereenvolgend.

Na eene lange beraadslaging, is de Commissie van oordeel dat de voorgestelde maatregel tot gevolg zal hebben den gang der debatten te verhaasten, talrijke herhalingen alsmede een aantal voordracht-redevoeringen te vermijden, en, dank zij de regeling van de vergaderingen waar de sprekers elkaar achtereenvolgend moeten opvolgen, de algemeene beraadslagingen spoediger te doen sluiten.

Naar het inzicht van de onderteekenaars van het voorstel evenals naar dit van de Commissie, moet het wel verstaan zijn, dat men gedurende de ochtendvergaderingen van Woensdag en Donderdag zal mogen overgaan tot eene naamsroeping; de Kamer zou echter, eventals thans nog gebeurt, beslissen op welk uur daartoe zou worden overgegaan.

Voor de vergaderingen van de afdeelingen, wordt niets nieuws ingevoerd, doch deze vergaderingen dienden te worden gesteld bij voorkeur op Dinsdag voor de zaken van bijzonder belang.

De Commissie heeft onderzocht of de voorgestelde wijzigingen al of niet van aard zijn om de werkzaamheden van de leden der Kamer te belemmeren of te vergemakkelijken. Ongetwijfeld komen de private belangen in

---

(1) PAUL HYMANS, *Les défauts du mécanisme parlementaire*, 1908, bl. 20.

de tweede plaats, wanneer het geldt de openbare zaak ; niettemin is het van algemeen belang, de werkzaamheden der Kamer te regelen zóódat er rekening wordt gehouden met het welgevallen van het meerendeel der leden. Thans vooral, schijnt de openbare meening met meer aandrang te eischen, dat de vergaderingen zeer trouw worden bijgewoond ; de minste afwezigheid schijnt te worden beschouwd als eene grove tekortkoming, als een soort ontrouw tegenover de politieke partij van welke men de gekozene is. Deze klachten zijn overdreven, vaak ongegrond, vooral wanneer men in aanmerking neemt dat tal van Kamerleden niet zelden verplicht zijn gedurende 4, 6, zelfs 7 uren per spoor te reizen om eene vergadering bij te wonen die  $2\frac{1}{2}$  uur duurt.

Zeker is het gemakkelijk daarop te antwoorden, dat niemand verplicht is den last van het Kamerlidmaatschap te aanvaarden, doch de vraag is of de natie er belang bij heeft, dat er slanke Kamerleden optreden en men bijgevolg niet moet trachten de Kamer open te stellen voor hen die, in de verschillende provinciën van het land, op de meest bedrijvige wijze werkzaam zijn in het bestuur, in de vrije beroepen of op landbouw-, nijverheids- en handelsgebied. De Commissie is van oordeel dat al deze beschouwingen pleiten ten gunste van de voorgestelde nieuwe regeling ; immers, deze regeling zou niet alleen het werk van het Parlement meer vruchtbaar maken ; ook zouden de volksvertegenwoordigers daardoor in staat gesteld zijn, hunne plichten als kamerleden stipt en volkomen te vervullen, tevens het verlies van een kostbare tijd vermijdende.

Daar de nieuwe regeling aanleiding zou geven tot vergaderingen van langeren duur en tot een meer intensief werk op wetgevend gebied, zou men het personeel moeten vermeerderen van den *Compte rendu analytique*, van het *Beknopt Verslag*, van de stenographie en van de dactylographie. Volgens de gegevens, verstrekt aan de Commissie, zou men, uit dien hoofde, eene uitgave van 50 tot 60,000 frank moeten voorzien.

Men behoeft echter in aanmerking te nemen dat, geregeld om de twee jaar, de ochtendvergaderingen en de verlenging der namiddagvergaderingen eene buitengewone uitgave veroorzaken van meer dan 25,000 frank ; deze uitgave zou vervallen, wanneer eenmaal de diensten zijn versterkt.

Werkelijk zou, bijgevolg, de jaarlijksche toeneming der uitgaven slechts omstrent 35,000 frank bedragen ; deze som is niet van aard om eene grondige storing te brengen in de gezamenlijke begroting die slingert tusschen 1,212,000, cijfer voor 1910, en 1,163,000 frank, cijfer voor 1911.

Met 4 stemmen tegen 1 stelt de Commissie aan de Kamer voor, het ontwerp aan te nemen zooals het werd ingediend.

Een lid heeft zijne opmerkingen samengevat in de nota volgende op het verslag.

De Regeering heeft, door bemiddeling van een harer leden, de aandacht van de Commissie gevestigd op het feit dat de voorgestelde regeling van aard is om de werkzaamheden der ministers in groote mate te belemmeren ; immers, de voormiddag wordt ingenomen door de loopende werkzaamheden, die niet kunnen uitgesteld worden ; de voorbereiding der wetsontwerpen zal daaronder ook lijden.

Daarop werd geantwoord, dat de voorgestelde regeling aan de Ministers een ganschen vrijen dag meer zou verschaffen, met name den Vrijdag; wat den Woensdag- en den Donderdagnorgen betreft, zou men gemakkelijk elkander kunnen verstaan om niet tot stemmingen over te gaan vóór 11 uur; op deze wijze zouden meestal de Ministers kunnen beschikken over bijna den ganschen voormiddag.

\* \* \*

Naar de Commissie werd insgelijks verwezen het voorstel ingediend door den achtbaren heer Maroille, luidende als volgt :

*Voorstel strekkende tot invoering van eene andere werkwijze bij de behandeling, door de Kamer, van wetsontwerpen van bijzonder belang.*

« Er wordt eene Commissie ingesteld van twintig leden, jaarlijks door het Bureel aan te wijzen; naar deze worden verzonden de verslagen van de middenafdelingen en van de commissiën, welke de wetsontwerpen van bijzonder belang onderzochten.

» Naar deze Commissie worden verwezen de wetsontwerpen betreffende :

» De wijziging der artikelen 2271 en 2272 van het Burgerlijk Wetboek, nr 107 (zittingsjaar 1906-1907) ;

» De wijziging der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheken en der wet van 18 April 1851 op de faillissementen, bankbreuken en opschorzingen van betaling, nr 193 (zittingsjaar 1907-1908);

» De herinrichting van de landelijke politie, nr 212 (zittingsjaar 1908-1909) ;

» De belasting, ten bate van den Staat, op uithangborden, plakkaten en schilderstukken, moetende dienen tot bekendmaking van nijverheids- of handelsbedrijven, nr 239 (zittingsjaar 1908-1909).

» De Commissie benoemt haren voorzitter en haren secretaris; zij bepaalt de dagorde van hare zittingen, welke wordt opgenomen in de *Handelingen* en in het *Beknopt Verslag*. Zij onderzoekt de naar haar verzonden verslagen, zij hoort de Regeering en verzoekt deze, zoo daartoe redenen zijn, aan hare beraadslagingen deel te nemen of ze te doen bijwonen door een ambtenaar, bijzonder bevoegd in de te behandelen zaak; de amendementen op de wetsontwerpen worden door haar opgesteld. Al de leden der Kamer mogen aan hare beraadslagingen deelnemen en hebben het recht amendementen in te dienen. Deze Commissie beraadslaagt, welk ook het getal harer aanwezige leden is.

» De debatten der Commissie worden opgenomen door de diensten van de *Handelingen* en van het *Beknopt Verslag*.

» De ontwerpen, door de Commissie aangenomen, worden op de dagorde der Kamervergadering gebracht den Woensdag van de week volgende op de ronddeeling van het verslag. Denzelfden dag wordt gestemd over de wetsontwerpen, indien deze geene aanleiding geven tot bespreking, doch enkel tot korte opmerkingen.

» De naar de Commissie verwezen wetsontwerpen, welke aanleiding mochten geven tot beraadslaging in openbare vergadering, worden, naar mate zij inkomen, op de dagorde gebracht.

» Kamerleden, die wenschen deel te nemen aan de beraadslaging in openbare vergadering der Kamer, worden verzocht daarvan kennis te geven aan de Commissie.

» De leden der Pers worden uitgenoodigd de vergaderingen der Commissie bij te wonen.

» Behalve de opgegeven ontwerpen, onderzoekt de Commissie al de ontwerpen van bijzonder belang, naar haar verzonden door de Kamer. »

Dit voorstel is de aanvulling van het voorstel Jourez; het heeft ten doel, den reeds zoo dikwijls in de Kamer uitgebrachten wensch te verwesenlijken, met name eene betere voorbereiding van de wetsontwerpen te verzekeren.

De Commissie, overtuigd dat het nieuwe voorstel van belang is voor den geregelden gang der werkzaamheden van de Kamer, heeft beslist het onderzoek daarvan voort te zetten zonder echter het indienen uit te stellen van het verslag over het voorstel waarbij de orde van de dagen en uren, gesteld voor de vergaderingen der Kamer, wordt veranderd.

*De Verslaggever.*

STANDAERT.

*De Voorzitter,*

DE SADELEER.



## NOTA INGEDIEND DOOR DE MINDERHEID DER COMMISSIE.

Het hoofddoel van het voorstel is vermindering van het getal dagen waarop de Kamer vergadert. Zij zou voortaan nog slechts zitting houden den Dinsdag 's namiddags, voor de vragen om uitlegging; den Woensdag en Donderdag 's ochtends en 's namiddags, ter behandeling van de overige punten die aan de dagorde staan.

't Is nog niet zeer lang geleden, dat de Kamer zes dagen per week zitting hield, van Maandag tot Zaterdag; bij den aanvang van elke zitting werd eene naamafroeping gehouden om te kunnen nagaan of het vereischte aantal leden aanwezig was. Achtereenvolgens werden de zittingen van Maandag en Zaterdag afgeschaft en de naamafroeping werd vervangen door eene aanwezigheidslijst.

Thans wordt gevraagd om de namiddagzittingen te vervangen door ochtendzittingen. Uit de ervaring is gebleken, dat ochtendzittingen weinig leden uitlokken. Voorzeker kunnen zij nuttig zijn voor de behandeling van sommige wetsontwerpen van bijzonderen aard of voor de beraadslaging over zekere begrotingen, wanneer de dagorde overvol en de Kamer verplicht is het zittingsjaar te sluiten. In België heeft men, zooals in 't meerendeel der vreemde Parlementen, dat middel slechts aangewend in die uitzonderlijke omstandigheden.

Doch het aanhangige voorstel gaat veel verder : het stelt deze vergaderingen gelijk met de namiddagzittingen : de bespreking van de artikelen van wetsontwerpen, de stemming over amendementen, de stemming over ontwerpen in hun geheel, zouden onvermijdelijk des morgens evenals des namiddags moeten kunnen plaats hebben.

Erlangen de ochtendzittingen niet den aard en de belangrijkheid der namiddagzittingen, dan is het gewaagd te beweren dat zij denzelfden uitslag kunnen opleveren als de zittingen die zij moeten vervangen.

\* \* \*

Wordt het nieuwe stelsel toegepast, dan zal het zeer moeilijk vallen gewichtige amendementen naar behooren te bestudeeren, zoo van de zijde der Kamerleden als van die der Ministers.

Geregeld worden amendementen van dien aard op bevel der Kamer gedrukt, opdat eenieder zou kunnen oordeelen over de nauwkeurige strekking van den tekst. Voor het drukken, het vertalen en ronddeelen van de amendementen is er noodzakelijk zekere tijd noodig, en vaak is het nuttig, dat de toelichtingen zelve, er door de stellers aan gegeven, hetzij ze uitgaan van leden der Kamer of van de Regeering, zonder overhaasting kunnen onderzocht worden.

Overhaasting bij het vervaardigen van wetten is een kwaad dat wellicht oorzaak kan zijn van een nog groter kwaad, dit der onvastheid van de

wetten zelve. En hier ware wellicht het oogenblik geschikt om te herinneren, dat de tijd niet eerbiedigt wat bij gemis van tijd wordt vervaardigd.

\* \* \*

Verdiende klachten zijn uitgebracht naar aanleiding van onze werkwijze : te lange redevoeringen, onuitstaanbare herhalingen, persoonlijke feiten, beroep op het reglement, allerhande incidenten, die de beraadslagingen rekken, ze steeds storen en soms grondig doen ontaarden. Deze klachten schijnen gegrond, doch om rechtvaardig te zijn behoort men onpartijdig den uitslag van onzen parlementsarbeid na te gaan.

De achtbare schrijver van het verslag dreef het wat te verre in zijn oordeel over het werk, in de jongste jaren verricht. Hij gewaagt enkel van de lange beraadslagingen en den omvang der *Annales parlementaires*.

Hij verliest uit het oog, dat het Belgische Parlement, in den jongsten tijd, alleszins uiterst ernstige vraagstukken, van het hoogste belang voor 's lands toekomst, had op te lossen. Wij vermelden enkel het ontwerp van wet betreffende het verdedigingstelsel van Antwerpen en de verbetering van dezes zeevaartinrichtingen, waaraan de Kamer twee en dertig zittingen besteedde; de wetsontwerpen betreffende de overdracht van Congo aan België: het eerste verdrag, de aanvullingsakte van dit verdrag, de koloniale wet, die vijf en dertig zittingen in aanspraak namen; eindelijk, de jongste militiewet en de beraadslaging over het verslag der Commissie van militair onderzoek vergden achttien zittingen.

Niemand zal betwisten dat, bij het onderzoek van deze ontwerpen, de Kamer eene overwegende rol vervulde. De oplossingen, als gevolg van deze beraadslagingen, waren niet dezelfde als in de oorspronkelijke ontwerpen en ze werden maar goedgekeurd na grondige debaten, zoowel bij de voorbereidende afdeelingen als in de Kamer zelve.

Wij herinneren daarenboven het ontwerp van wet op de Zondagsrust in nijverheids- en handelsondernemingen; dit op de mijnen, op beperking van den arbeidsduur in de mijnen, op de werkchtersraden, op het onderwijs van het Vlaamsch in het middelbaar onderwijs, op het onderzoek naar het vaderschap en het moederschap, op de zeevaart en de scheepshypotheek, die alle een aanzienlijk voorbereidend onderzoek en langdurende beraadslagingen vereischten.

Het ware insgelijks onrechtvaardig, niet rekening te houden met de werkzaamheden van de comissionen en de middenafdeelingen, weinig bekend buiten deze vergadering, vermits daaraan geene openbaarheid wordt gegeven, maar die toch, voor gewichtige wetsontwerpen, aanzienlijk veel inspanning van wege de leden vergden.

\* \* \*

Daareven gewaagden wij van de zittingen der vreemde Parlementen. Zie-hier de officiële inlichtingen, door toedoen van de griffie verstrekt aan het Bureel der Kamer, betreffende de dagen en uren van vergadering in het meerendeel van die Parlementen. Daaruit blijkt, dat het aanbevolen stelsel nergens bestaat.

Tabel, aanwijzende de dagen, de uren en den duur der zittingen in de voornaamste Parlementen van Europa.

LANDEN.	WETGEVENDE LICHAMEN.	Dagen, uren en duur der zittingen.			Aanmerkingen.
		Dagen.	Uren.	Duur.	
Duitschland.	Reichstag.	Maandag, Dinsdag, Woensdag, Donderdag, Vrijdag en Zaterdag.	Van 1 u.'s namiddags tot 7 u.'s avonds.	6 u.	Bij uitzondering houdt de Reichstag vergaderingen die beginnen te 10 of 11 uur 's morgens, alsmede avondzittingen.
Engeland.	Lagerhuis.	Maandag, Dinsdag, Woensdag en Donderdag, Des Vrijdags.	van 2 u. 45 tot 11 u.'s avonds. Van 's middags tot 5 u. 30.	8 u. 29	Een- of tweemaal in het zittingsjaar vergadert het Lagerhuis des morgens te 10 uur of 's middags. Vaak verlengt het zijne zittingen tot laat in den nacht.
Frankrijk.	Kamer der Afgevaardigden.	Maandag, Dinsdag, Donderdag en Vrijdag.	Van 2 u.'s namiddags tot 7 u.'s avonds.	5 u.	I. Op 't einde van het zittingsjaar vergadert de Kamer der Afgevaardigden den Woensdag en Zaterdag, welke dagen in beginsel zijn voorbehouden aan de werkzaamheden der commissie. II. Wanneer sommige beraadslagingen spoed vereischen, houdt de Kamer ook zitting des morgens van 9 tot 12 uur en worden de avondzittingen soms verlengd tot 8 of 9 uur. Tijdens den winterzittijd en voor de begroting worden het meest ochtendvergaderingen gehouden.
Italië.	Kamer der Afgevaardigden.	Maandag, Dinsdag, Woensdag, Donderdag, Vrijdag en Zaterdag.	Van 2 u.'s namiddags tot 7 u.'s avonds.	5 u.	Ochtendvergaderingen worden gehouden rond het tijdstip van de verdaging der Kamer. Zij duren 2 uren.
Nederland.	2 <sup>e</sup> Kamer der Staten-Generaal.	Dinsdag, Woensdag, Donderdag en Vrijdag.	van 11 u.'s morgens tot 4 of 5 u.'s avonds, met een halfuur schorsing.	4 $\frac{1}{2}$ of 5 $\frac{1}{2}$ u.	In de jongste jaren vergaderde de Kamer, voor het onderzoek van de begrotingen, in November en December, te beginnen van halfsel; soms des avonds van 8 tot 11 uur of tot middernacht alsmede den Maandag, van halfwee tot halfzes.
Oostenrijk.	Kamer der Volksvertegenwoordigers.	Maandag, Dins., Woensdag, Donderdag, Vrijdag en Zaterdag.	Van 11 u.'s morgens tot 6 of 7 u.'s avonds.	4 u.	Soms worden de zittingen voor 6 uur gesloten; soms ook duren zij tot laat in den nacht.
Spanje.	Congres der Afgevaardigden.	Maandag, Dinsdag, Woensdag, Donderdag, Vrijdag en Zaterdag.	Van halfdrie na-noen tot halfacht 's avonds.	4 u.	Het reglement bepaalt dat de zittingen voor het behandelen van de begrotingen 6 uren duren. Dan beginnen zij te halfdrie en eindigen te halfnegen.

Verder is men van meening, dat de werkzaamheden der commissiën en der middenasdeelingen onder het nieuwe stelsel nagenoeg onbeduidend zullen worden. ten ware men deze den Dinsdag morgen bijeenriep. Het schijnt weinig mogelijk, de leden te verplichten den Woensdag en Donderdag ter zitting te komen van 10 uur 's morgens tot 's middags en ze opnieuw bijeen te roepen tegen halfeen of 1 uur voor het voorbereidingswerk, om vervolgens te 2 uur de werkzaamheid te hervatten ter openbare zitting.

Wordt er, anderdeels, beslist geene hoofdelijke stemming te houden den Dinsdag namiddag noch in de ochtendvergaderingen van den Woensdag en Donderdag, dan zullen zeer weinig leden deze zittingen bijwonen. Zoo wordt de parlementaire werkzaamheid feitelijk beperkt tot de twee namiddagzittingen.

Er wordt ook aangemerkt dat de Woensdag een weinig geschikte dag is. Sedert lange jaren wordt hij in de hoofdstad toegewijd aan handelszaken. Talrijke afvaardigingen verlangen den Woensdag morgen om gehoor bij de leden der Regeering, inzonderheid bij de Ministers van Spoorwegen, van Landbouw, van Openbare Werken, van Nijverheid en Arbeid.

De Regeering heeft overigens, bij monde van een harer leden, aan de Commissie verklaard dat zij tegen het ons onderworpen voorstel is.

Ten slotte wordt ingebracht, dat het voor de dagbladen, die het publiek bekendmaken met onze beraadslagingen, schier onmogelijk is daarvan een voldoende verslag op te stellen, vermits al het werk moet verricht worden in twee dagen tijds.

\* \* \*

De strekking van het voorstel is losselijk. De stellers verlangen meer en drukker parlementaire werkzaamheid. Volgens hen is het kwaad gelegen in « te kortstondige zittingen ». Achten zeer talrijke leden van al de groepen der Kamer, dat de voorgestelde oplossing erger is dan het euvel dat men te keer wil gaan, het zelfs zou verzwaren, toch blijft het waar, dat iedereen tot plicht heeft de beste wijze van werken te zoeken, ten einde de parlementaire werkzaamheid meer vruchten te doen afwerpen. Deze leden zijn van oordeel dat het doel beter ware te bereiken door regelmatige verlenging van den duur der thans bestaande zittingen, ten minste op sommige dagen, en, anderdeels, door op bepaalde dagen ochtendvergaderingen te houden voor de behandeling van bijzondere wetsontwerpen zonder politiek karakter, indien de ondervinding aantoon dat het verlengen der vergaderingen niet voldoende is om de achterstellige punten, die op de dagorde zijn gebracht, af te handelen.

Deze zienswijze ontmoet veel bijval in de Kamer; daarop vestigen wij hare welwillende aandacht.

